

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 823

25 mars 2015

SOMMAIRE

A+ I Light S.A.	39471	Lynch Batailley S.A. SPF	39491
BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF	39480	Olio Finance S.A.	39468
CLSec 2 Lux S.à r.l.	39476	Oreval Holding S.A.	39475
Colafin International S.A.	39459	Orfenor S.A.	39479
Colex Investments S.A.	39460	Pian Luxembourg S.A.	39461
Colibri International S.A.	39460	Pieralisi International S.A.	39464
Compagnie Ingénierie Financière (Luxem- bourg) S.A.	39459	Plumeau S.A.	39465
Comprolin Invest S.A.	39459	Praxair Luxembourg S.à r.l.	39462
Custom Securitisation S.à r.l.	39459	Pro Emotion Sàrl	39463
Dakar Financial Group S.A.	39492	Progen SA	39462
Développement Immobilier S.A.	39504	Promox S.A. - SPF	39464
Digital Services XLII 3 S.C.Sp.	39469	Propintell S.A.	39462
Financière du Cazeau S.A.	39461	Puck S.A.	39465
Finpharma S.A.	39461	Quairos S.A.	39463
Geis Cargo International Luxembourg G.m.b.H.	39458	Rameli S.A.	39464
Gianicolo S.A.	39458	Rasec International Holding	39465
GIBBAR	39461	Real Estate Classifieds Asia Extra S.à r.l.	39463
Girst & Schneider S.à r.l.	39458	Refina International S.A.	39463
Gremalux S.A.	39458	RJ Two Luxco S.à r.l.	39466
Idomeneo S.à r.l.	39458	Rom11 S.A.	39462
IMC Luxembourg S.à r.l.	39465	SR Fashion Trade S.A.	39504
LTS City Isledon S.à r.l.	39496	Vitamin Investments S.A.	39460
		Walcon Luxembourg S.à r.l.	39504

Geis Cargo International Luxembourg G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1360 Luxembourg, Cargo Center Luxair.
R.C.S. Luxembourg B 12.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015028423/10.

(150032435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Gianicolo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 94.580.

Le Bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015028427/10.

(150033258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Girst & Schneider S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6581 Rosport, 28, rue du Barrage.
R.C.S. Luxembourg B 100.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015028429/11.

(150032949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Gremalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 54, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015028435/11.

(150032899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Idomeneo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.224.270,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 154.733.

Rectificatif du dépôt N° L150032291

Il est à noter que le rapport d'audit n'a pas été annexé lors du dépôt initial numéro L150032291, concernant le dépôt des comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2015028472/12.

(150033195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Custom Securisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 137.690.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CUSTOM S.A.

Référence de publication: 2015027355/10.

(150031726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Colafin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 66.423.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 12 février 2015 que la société FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015027333/13.

(150032031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Compagnie Ingénierie Financière (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 45.031.

Extrait du rapport de la Réunion du Conseil d'Administration tenue à 09.30 heures le 5 janvier 2015

Extrait des résolutions prises:

1. Le Conseil d'Administration, conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts aux porteurs et à la tenue d'un registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, nomme la société:
- B.P. & Partners S.A., RCS Luxembourg B 49.018, 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Référence de publication: 2015027342/14.

(150031922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Comprolin Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 41.859.

Extrait de la décision prise lors du Conseil d'administration du 10 février 2015

Le conseil d'administration décide, conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales telle qu'adoptée par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, de désigner en qualité de dépositaire agréé:

La société FIDUCIA GENERAL SERVICES, S.à.r.l., dont le siège social est sis 44, rue de la Vallée, L-2661, Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 117 940.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015027344/17.

(150031715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Colibri International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 67.892.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société Colibri International S.A. qui s'est tenue en date du 22 janvier 2015

Il a été décidé ce qui suit:

Conformément à l'article 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tel qu'adopté par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi»), le Conseil d'Administration décide, après délibération, de désigner en qualité de dépositaire agréé, Maître Véronique Wauthier de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, ou son successeur dans la profession.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015027335/17.

(150031731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Vitamin Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 168.029.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 13 février 2015 que:

- Messieurs Patrick MOINET, Luc GERONDAL et Olivier LIEGEOIS ont été révoqués de leur fonction d'administrateur de la Société;

- La société P.A.L. Management Services S.à r.l., ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B145164, a été nommée administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} septembre 2014 et pour une durée de six années. Monsieur Magsud AHMADKhanov, né le 5 juin 1978 à Baki (Azerbaïdjan), demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg est le représentant permanent de P.A.L. Management Services S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015028084/18.

(150032049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Colex Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 61.235.

—
Extrait des résolutions du conseil d'administration tenue le 9 janvier 2015

Conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions aux porteur, le Conseil d'Administration réuni à Luxembourg en date du 9 janvier 2015 a décidé de nommer la société anonyme A.T.T.C. Control s.a. (RCS Luxembourg B 60319) avec siège social sis au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, aux fonctions de dépositaire agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015027334/19.

(150031785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

GIBBAR, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 11A, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 91.697.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015027521/9.

(150031559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Pian Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 110.955.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

PIAN LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015027877/11.

(150032266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Financière du Cazeau S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 64.483.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 5 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément au disposition de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour la Société

Référence de publication: 2015027491/12.

(150031248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Finpharma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 84.079.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 avril 2014

Conseil d'Administration

- L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans. Suite à cette décision, le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale de 2020 est composé comme suit:

- MANGEN Fons, demeurant à 147 rue de Warken, L-9088 Ettelbruck
- REUTER-BONERT Carine, demeurant à 5 rue des Champs, L-3332 Fennange
- ANTOINE Jean-Hugues, demeurant à 7 rue de la Sartelle, B-6810 Izel
- BOULANGER Philippe, demeurant à 4 rue du Château, B-7340 Warquignies

Commissaire aux Comptes

- L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat du commissaire aux comptes pour une durée de six ans. Suite à cette décision le Commissaire aux Comptes en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2020 est RAM-LUX S.A., 9b, bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2015027495/22.

(150031078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Propintell S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 101.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015027892/10.

(150032146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Progen SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 228-230, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 78.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROGEN S.A.

Signature

Référence de publication: 2015027888/11.

(150031311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Rom11 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 128.827.

Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 12 janvier 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597, a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour: ROM11 S.A.

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015027914/16.

(150031132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Praxair Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 168.546.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 27 janvier 2015 que:

- La démission de Monsieur Christopher McCarthy, avec effet au 27 janvier 2015, en tant que gérant de catégorie A de la Société, a été acceptée; et
- Madame Yiqing Zhang, née le 20 janvier 1969 en Chine demeurant professionnellement au 39, Old Ridgebury Road, Danbury, CT 06810, Etats-Unis d'Amérique, a été nommée, avec effet au 27 janvier 2015, gérant de catégorie A, et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015027885/17.

(150031647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Pro Emotion Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9653 Goesdorf, 5, Um weisse Steen.

R.C.S. Luxembourg B 160.342.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015027887/9.

(150031697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Real Estate Classifieds Asia Extra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.394.

—
Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015027903/12.

(150032267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Refina International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 12.786.

—
Conformément à l'article premier de la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, et par décision du Conseil d'Administration en date du 9 février 2015, EXPERTA CORPORATE AND TRUST SERVICES S.A., Luxembourg, société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B-29597 a été nommée agent dépositaire des actions au porteur et détenteur du registre des actions au porteur de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour: REFINA INTERNATIONAL SA

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015027924/16.

(150031128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Quairos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.981.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que

RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société QUAIROS S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015027898/17.

(150031075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Rameli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.836.

Extrait du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 4 février 2015

Le Conseil d'Administration a décidé de désigner comme dépositaire des titres au porteur conformément à la loi, Me Beatriz Garcia, demeurant professionnellement au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015027916/13.

(150031208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Promox S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 173.821.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue à Luxembourg, le 11 février 2015 à 15.00 heures

Première résolution

Conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions aux porteur, le conseil d'administration décide de nommer aux fonctions de dépositaire agréée, la société anonyme Finsev S.A. (RCS Luxembourg B 103749) avec siège social au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Marco Sterzi

Administrateur

Référence de publication: 2015027891/17.

(150031576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Pieralisi International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 49.653.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 31 décembre 2014 que:

- Les démissions de M. Tom FABER, M. Frédéric MULLER et M. Laurent MULLER de leurs fonctions d'Administrateur de la société ont été constatées au 31 décembre 2014;

- M. Eric BERNARD, né le 15 mai 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg;

- M. Robert FABER, né le 15 mai 1964 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg;

- M. Oliver BRAZIER, né le 11 août 1969 à Waiblingen (Allemagne), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

ont été nommés aux fonctions d'Administrateur de la société, chacun pour un mandat d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015027878/24.

(150031194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

IMC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 136.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015027582/10.

(150032302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Rasec International Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 4, rue de la Grève.
R.C.S. Luxembourg B 116.166.

Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration de la société en date du 17 février 2015

Le conseil d'administration de la Société a décidé de nommer la société Centralis S.A. ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B113474, aux fonctions de dépositaire des actions au porteur de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015027918/13.

(150032384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Plumeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 66.251.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 12 février 2015

Le Conseil d'administration a nommé Orangefield (Luxembourg) S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, agent dépositaire des actions au porteur de la société.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015027880/14.

(150031890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Puck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 81.111.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Puck S.A. tenue le 12 février 2015

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 février 2015, les actionnaires ont nommé administrateurs, jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020:

M. Claude WASSENICH, avocat, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel,

Jean-Pierre JULIEN, retraité, demeurant à B-1180 Bruxelles, 195, avenue Winston Churchill,

Chantal OVERMEER, retraitée, demeurant à B-1180 Bruxelles, 195, avenue Winston Churchill,

Est nommée commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020 Mme Francine Koloma MOTO, employée privée, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015027896/17.

(150031314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

RJ Two Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 164.502.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of the month of December,

Before the undersigned Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorfles-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

RJ Two S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B168.015 (the "Sole Member"),

here duly represented by Mr Frank Stolz, residing professionally at 13 avenue François Clement Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 19 December 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the notary to act that:

I. RJ Two S.à r.l. is the sole member of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the law of Luxembourg under the name RJ Two Luxco S.à r.l., having its registered office in L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, registered with the R.C.S. Luxembourg section B number 164.502, incorporated by deed enacted by the undersigned notary, on 24 October 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3085 on the 15 December 2011 (hereafter the "Company").

The Company's articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated 19 July 2012 and published in Memorial C number 2219 on 6 September 2012.

II. The capital of the Company is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares (the "Shares") with a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid up.

The appearing party, represented as above mentioned, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's corporate capital to the extent of twelve million six hundred forty thousand eight hundred ninety four United States Dollars (USD 12,640,894) to raise it from its amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) to twelve million six hundred sixty thousand eight hundred ninety four United States Dollars (USD 12,660,894) by the creation and issuance of twelve million six hundred forty thousand eight hundred ninety four (12,640,894) Shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) (the "New Shares") and vested with the same rights and obligations as the existing Shares.

Subscription - Payment

The Sole Member declares that it subscribes for the New Shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each, for a total amount of twelve million six hundred forty thousand eight hundred ninety four United States Dollars (USD 12,640,894) and fully pays them up by a contribution in kind having a value of twelve million six hundred forty thousand eight hundred ninety four point fourteen United States Dollars (12,640,894.14) (the "Contribution") and allocate zero point fourteen United States Dollar (USD 0.14) to the share premium account of the Company.

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given to the undersigned notary with a statement of contribution value dated 19 December 2014. The Contribution is freely transferrable and not pledged.

Second resolution

The Sole Member resolves that pursuant to the above amendments, article 6 paragraph 1 of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

" 6. The Company's corporate capital is fixed at twelve million six hundred sixty thousand eight hundred ninety four United States Dollars (USD 12,660,894) represented by twelve million six hundred sixty thousand eight hundred ninety four (12,660,894) shares, having a par value of one United States Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up."

39467

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand five hundred Euro (EUR 4,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a French version. On request of the same proxyholder and in case of divergences between the English text and the French texts, the English text will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, in the office of the undersigned notary, on the date first written above.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his first name, surname, civil status and residence, he signed together with the undersigned notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

RJ Two S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.015 (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Frank Stolz, demeurant au 13, avenue François Clement Mondorf-les-Bains, Grand-Duché du Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 19 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La partie comparante, représentée comme établi ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. RJ Two S.à r.l. est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie et soumise à la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination RJ Two Luxco S.à r.l., ayant son siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 164502, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, le 24 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3085 du 15 décembre 2011 (ci-après la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés une dernière fois selon un acte notarié de Maître Martine Schaeffer daté du 19 juillet 2012 et publié au Mémorial C numéro 2219 le 6 septembre 2012.

II. Le capital de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis (20.000 USD), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales (collectivement les «Parts Sociales» ou individuellement la «Part Sociale»), toutes souscrites et entièrement et libérées.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de douze millions six cent quarante mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars des Etats-Unis (12.640.894 USD) pour le porter de son montant actuel de vingt mille dollars des Etats-Unis (20.000 USD) à douze millions six cent soixante mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars des Etats-Unis (12.660.894 USD) par la création et l'émission de douze millions six cent quarante mille huit cent quatre-vingt-quatorze (12.640.894) nouvelles parts sociales, d'une valeur comptable d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) (les «Nouvelle Parts Sociales») et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les Parts Sociales existantes.

Souscription - Libération

L'associé unique déclare souscrire aux Nouvelles Part Sociales ayant un pair comptable d'un dollar des Etats-Unis (1 USD) chacune pour un montant total de douze millions six cent quarante mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars des Etats-Unis (12.640.894 USD) et les payer entièrement par un apport en nature d'une valeur de douze millions six cent quarante mille huit cent quatre-vingt-quatorze point quatorze dollars des Etats-Unis (12.640.894,14 USD) et allouer zéro point quatorze dollar des Etats-Unis (0,14 USD) à la prime d'émission de la Société (l'«Apport»).

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur cet Apport en nature, librement transférable et non nanti, a été donnée au notaire instrumentant par le biais d'une évaluation de la contribution en date du 19 décembre 2014.

Deuxième résolution

Suite aux changements ci-dessus, le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« 6. Le capital social de la société est fixé à douze millions six cent soixante mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars des Etats-Unis (12.660.894 USD) représenté par douze millions six cent soixante mille huit cent quatre-vingt-quatorze (12.660.894) parts sociales ayant un pair comptable d'un dollar américain (1 USD) chacune, libérées intégralement».

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 8 janvier 2015. GAC/2015/240. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015027935/125.

(150031166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Olio Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 62.239.

L'an deux mille quinze, le six février.

Pardevant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OLIO FINANCE S.A. (1997 2225 730) avec siège social à L-8440 Steinfort, 69, Route de Luxembourg

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 05 décembre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 199 du 01 avril 1998, page 9.547,

modifiée une dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 juillet 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 1451 du 08 octobre 2002, page 69.606;

RCS B62239,

La séance est ouverte à 14.00 heures sous la présidence de Monsieur Alphonse JOHANNNS, indépendant, demeurant à L-2360 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Marius KOHL, rentier, demeurant à L-4137 Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur David FACCIOLINI, employé privé, avec adresse professionnelle à L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président de l'assemblée expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur la liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarant se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

L'intégralité du capital social étant présente ou représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre de jour:

1.- conversion des actions au porteur en actions nominatives avec effet au 22 décembre 2014.

2.- modification subséquente du 2^{ème} alinéa de l'article 4 des statuts de la société afin de refléter la décision prise lors de cette assemblée

3.- Divers

Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée générale décide de convertir avec effet au 22 décembre 2014 les actions au porteur en actions nominatives.

Deuxième et dernière résolution

Suite à la résolution qui précède l'assemblée générale décide de modifier le 2^{ème} alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. alinéa 2.** Toutes les actions sont nominatives, sauf dispositions contraire de la loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour.

La séance est levée à 14.20 heures.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte sont à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à L-8440 Steinfort, 69, route de Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Johanns, Kohl, Facciolini, Martine Weinandy.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 10 février 2015. Relation: DAC/2015/2376. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Clervaux, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015027815/60.

(150031818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Digital Services XLII 3 S.C.Sp., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.586.

— STATUTES

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services XLII 3 S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 17th February 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Digital Services XLII (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 193997 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services XLII 3 S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 17th February 2015, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem „Limited Partnership Agreement“) der Digital Services XLII 3 S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 17. Februar 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digital Services XLII (GP) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 193997 (die „Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services XLII 3 S.C.Sp. (die „Gesellschaft“)

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 17. Februar 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015028314/78.

(150032660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

A+ I Light S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 183.399.

L'an deux mille quinze, le vingt-huit janvier.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de la société «A+I Light S.A.», (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social actuel au 16, rue de Drinklange, L-9911 Troisvierges, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 183 399, constituée suivant acte notarié dressé en date du 20 novembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 481 du 21 février 2014.

L'Assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Madame Cindy SZABO, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Philippe VANDERHOVEN, avec adresse professionnelle à Luxembourg, qui est aussi choisi comme scrutateur.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'Assemblée constate:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert avec effet immédiat du siège social de la Société du 16, rue de Drinklange, L-9911 Troisvierges au 9bis, rue Basse, L-4963 Clémency.

2.- Refonte complète des statuts de la Société.

B) Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 16, rue de Drinklange, L-9911 Troisvierges au 9bis, rue Basse, L-4963 Clémency.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société.

Les nouveaux articles des statuts refondus auront désormais la teneur suivante:

«I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme luxembourgeoise, sous la dénomination de «A+I Light S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes activités se rapportant à toutes opérations relatives:

- Aux études photométriques, de l'audit énergétique associé à l'économie d'énergie tant dans le domaine de l'éclairage pour le secteur public et privé;

- Toutes opérations relatives à la conception, l'étude et le développement de matériel d'éclairage et de signalisation lumineuse et non lumineuse au sens large du terme pour le secteur public et privé ainsi que dans le domaine du chauffage, de système de panneau solaire et photovoltaïque et de ses dérivés.

Toutes opérations ayant pour objet le commerce sous toutes ses formes (entretien, montage, grossiste, achat, vente, importation, exportation, représentation, courtage, commission,...) de tous types d'appareils, poteaux d'éclairage, po-

tences, appareillages et signalisation lumineuse et non lumineuse, dans les domaines électrique, de la construction mécanique, métallique, industrielle ainsi que photovoltaïque et de ses dérivés.

Elle pourra faire à Luxembourg et à l'étranger, pour son compte ou pour le compte d'autrui toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'exportation, l'importation, la distribution de tous produits compris dans le sens le plus large et de façon générale:

Elle pourra également dans le cadre de ses activités, faire toutes opérations se rattachant directement ou indirectement au lancement et au courtage commercial, à l'importation, exportation pour les produits se rapportant à l'objet social

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Käerjeng.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième mercredi du mois de mai à 15 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopieur une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est composée d'un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur une autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

S'il existe deux groupes d'administrateurs A et B, le Conseil d'Administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si les décisions du Conseil d'Administration sont prises par un administrateur de la catégorie A et par un administrateur de la catégorie B.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers (i) par la signature d'un administrateur unique en présence d'un administrateur unique, ou (iii) par la signature d'un administrateur A et d'un administrateur B en présence de groupes d'administrateurs ou, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, et ce, dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec Nous le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: C. SZABO, P. VANDERHOVEN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 février 2015. Relation: EAC/2015/2640. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015028153/232.

(150032826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Oreval Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 163.320.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le trente janvier.

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la minute;

A COMPARU:

La société «QUINV S.A.», avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B, sous le numéro 119.268,

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, déclare et requière le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1.- Que la société anonyme, «OREVAL HOLDING S.A.», avec siège social à L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B, sous le numéro 163.320, a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2637 du 29 octobre 2011.

2.- Que le capital de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par cent (100) actions de trois cent dix euros (EUR 310,-) chacune.

3.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est la seule propriétaire de toutes les actions de la Société.

4.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, agissant comme associée, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet au 31 décembre 2014.

5.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société, aura pleins pouvoirs de signature sur les comptes bancaires de la Société, ainsi que le pouvoir, en tant que liquidateur de la Société, d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

7.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué à la section 6.

8.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare que la liquidation de la Société est dès lors clôturée et que les certificats d'actions ou d'obligations, le registre des actionnaires, ainsi que tout autre registre de la Société relatif à l'émission d'actions ou de tous autres titres sera annulé.

9.- Que la décharge pleine et entière est donnée à tous les membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date de ce jour.

10.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à savoir à L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Dont acte, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 12 février 2015. Relation GAC/2015/1209. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015027820/56.

(150031529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

CLSec 2 Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 506.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.306.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of December.

Before Maître Francis KESSELER, notary public established in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CLSec Holdings 2 LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office located at c/o National Corporate Research, Ltd., 615 South DuPont Highway, Dover, Delaware, 19901, County of Kent, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 1039978 (the "Sole Shareholder" or the "Contributor"),

hereby represented by Mrs. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been initialled "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of CLSec 2 Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office located at 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 184.306, incorporated by a deed enacted by notary Maître Blanche MOUTRIER, on 17 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 893 on 8 April 2014 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time on 21 February 2014 by a deed enacted by the undersigned notary.

II.- That the 415,000 (four hundred fifteen thousand) shares each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar), representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all items on the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed about beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 91,000 (ninety-one thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 415,000 (four hundred fifteen thousand United States Dollars) to USD 506,000 (five hundred six thousand United States Dollars) by the issuance of 91,000 (ninety-one thousand) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar);

3. Subscription and payment by CLSec Holdings 2 LLC of the new shares by way of contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items on the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 91,000 (ninety-one thousand United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 415,000 (four hundred fifteen thousand United States Dollars) to USD 506,000 (five hundred six thousand United States Dollars) by the issuance of 91,000 (ninety-one thousand) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) (the "New Shares"), the whole to be fully paid up through contribution in kind consisting in:

- 91,000 (ninety-one thousand) shares having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) of Aircraft Solutions Lux XV S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office located at 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 171.863 (the "Contribution").

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Contributor represented as stated here above. The Contributor declares to subscribe the New Shares and to pay them up entirely by the Contribution.

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Shares through the Contribution.

Valuation

The valuation of USD 91,000 (ninety-one thousand United States Dollars) has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value effective as of 30 November 2014, which shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given to the Company.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed as follows:

CLSec Holdings 2 LLC: 506,000 (five hundred six thousand) shares each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar).

The notary acknowledges that all the 506,000 (five hundred six thousand) shares mentioned above, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be below taken.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so that it shall now read as follows:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 506,000 (five hundred six thousand United States Dollars), represented by 506,000 (five hundred six thousand) shares, each with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar)."

No other amendment is to be made to this article.

Declaration

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuvième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

CLSec Holdings 2 LLC, une limited liability company constituée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social sis à c/o National Corporate Research, Ltd., 615 South DuPont Highway, Dover, Delaware, 19901, County of Kent, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée auprès du Secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 1039978 (l'"Associé Unique" ou l'"Apporteur"),

ici représenté par Mme Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, établie professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrite ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique de CLSec 2 Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.306, constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, le 17 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 893 le 8 avril 2014 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 21 février 2014, selon un acte notarié passé par le notaire soussigné.

II.- Que les 415.000 (quatre cent quinze mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 91.000 USD (quatre-vingt-onze mille Dollars américain) afin de le porter de son montant actuel de 415.000 USD (quatre cent quinze mille Dollars américains) à 506.000 USD (cinq cent six mille Dollars américains) par l'émission de 91.000 (quatre-vingt-onze mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune;

3. Souscription et paiement par CLSec Holdings 2 LLC des nouvelles parts sociales par voie d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société afin de refléter les actions ci-dessus; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 91.000 USD (quatre-vingt-onze mille Dollars américains) afin de le porter de son montant actuel de 415.000 USD (quatre-cent quinze mille Dollars américains) à 506.000 USD (cinq cent six mille Dollars américains) par l'émission de 91.000 (quatre-vingt-onze mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), la totalité devant être payée par un apport en nature consistant en:

- 91,000 (quatre-vingt-onze mille) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) de Aircraft Solutions Lux XV S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.863 (l'"Apport").

Intervention - Souscription - Paiement

Ici intervient ensuite l'Apporteur, représenté comme indiqué ci-dessus. L'Apporteur déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et de les payer entièrement par voie de l'Apport.

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur des Nouvelles Parts Sociales à travers l'Apport.

Evaluation

L'évaluation de 91.000 USD (quatre-vingt-onze mille Dollars américains) a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'Apport avec effet au 30 Novembre 2014, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'Existence des Apports

Une preuve de l'existence de l'Apport a été donnée à la Société.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions ci-dessus, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

CLSec Holdings 2 LLC: 506.000 (cinq cent six mille) parts sociales avec une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune.

Le notaire acte que toutes les 506.000 (cinq cent six mille) parts sociales susmentionnées, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur la résolution prise ci-dessous.

Cinquième résolution:

Suite aux déclarations et résolutions et l'Apport ayant été entièrement libéré, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société, et de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 506.000 USD (cinq cent six mille Dollars américains) représenté par 506.000 (cinq cent six mille) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune."

Aucune autre modification est apportée à cet article.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette le présent acte, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française.

A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17263. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015028297/186.

(150032515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Orfenor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 173.378.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2015.

Référence de publication: 2015027798/10.

(150031838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 144.312.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second of December.

Before Maître Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of BI-Invest Compartment Fund, SICAV SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.312 (the Company), incorporated on 5 December 2008 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 345 on 17 February 2009. The Company's articles of association (the Articles) have since been amended on 19 January 2009 pursuant to a deed drawn up by Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 416 on 25 February 2009.

The Meeting is chaired by M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg, as designated by BI-Invest Compartment S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 144.120 (the Managing General Partner).

The chairman appointed as secretary, Mrs Marilyn KRECKE, private employee with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, M. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer form together the board of the meeting (the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. the shareholders present or represented (collectively referred to as the Shareholders) and the number of their shares are shown on an attendance list. The proxies, if any, signed *ne varietur* by the proxyholder(s), the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. it appears from the said attendance list that the entire share capital of the Company is represented at the Meeting, so that, pursuant to article 21.4 of the Articles of association of the Company and to article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the Meeting can validly decide on all the items of the agenda. Resolutions, in order to be validly adopted, must be carried by a majority of 75 per cent of the votes cast;

III. the Shareholders hereby acknowledge to be fully aware of the agenda of the Meeting, which has been communicated to them in advance, and consequently waive the convening notices;

IV. the Meeting is thus regularly constituted and may deliberate and decide on the items on its agenda;

V. the agenda of the Meeting is the following:

1. Full restatement of the Articles;
2. Miscellaneous.

Sole resolution

The Shareholders, including the Managing General Partner, resolve to amend and fully restate the articles which shall henceforth read as follows:

Title I - Form and name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Form and name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company, hereafter issued (the Shareholders) (the Shares), a Luxembourg corporate partnership in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" organized as a "fonds d'investissement spécialisé" pursuant to the law of February 13, 2007 relating to specialized investment funds (the 2007 Law) under the name of BIInvest Compartment Fund, SICAV SIF (hereafter the Company).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Object. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets as set forth in its issuing document, as amended from time to time (the Issuing Document), with a view to spreading investment risk and enabling its shareholders to benefit from the results of its management.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

4.2 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the Net Asset Value of the Company as defined in Article 12 hereof. The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (€31,000) divided into the following classes of Shares:

(i) one (1) management share (the Management Share) which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder;

(ii) thirty (30) shares (the Founder Shares) subscribed by the founding limited shareholders of the Company (the Founding Shareholders).

5.2 The minimum capital of the Company shall be one million two hundred and fifty thousand euro (€1,250,000.-). The Company shall be required to establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Company has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of specialized investment funds under Luxembourg law.

5.3 The General Partner is authorized without any limitation to issue additional fully paid up shares at any time in accordance with Article 8 hereof at an offer price to be determined by the General Partner in the Issuing Document, without reserving to the existing Shareholder(s) a preferential right to subscription of the shares to be issued.

Art. 6. Compartments - Series - Classes of Shares - Sub-Classes.

6.1 The General Partner may, at any time, establish different pools of assets, each constituting a separate compartment (each a Compartment), within the meaning of Article 71 of the 2007 Law (which may, as the General Partner may determine, be denominated in different currencies). Each such pool of assets shall be invested pursuant to Article 3 hereof for the exclusive benefit of the Shareholders of the relevant Compartment. Each Compartment may have different specific features (including, but not limited to, different share series, share classes or share sub-classes, specific investment advisors/managers, if any, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions and distribution policies) as the General Partner shall from time to time determine in respect of each Compartment in the relevant Compartment specifications drawn up in the Issuing Document (the Compartment Specifications). The Compartment Specifications will contain the detailed terms and conditions applicable to a given Compartment, its Shareholders, creditors and investments.

6.2 The Company is one single legal entity. However, by way of derogation to Article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of one given Compartment are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Compartment. Amongst Shareholders and creditors, each Compartment is treated as a separate entity.

6.3 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment shall, if not denominated in euro, be converted into euro and the capital of the Company shall be the aggregate of the net assets of all of the Compartments.

6.4 The Company shall prepare consolidated accounts in euro.

6.5 Within each Compartment and in accordance with the relevant Compartment Specifications, the General Partner may issue different classes of shares (each a Class or Classes as appropriate), which carry different rights and obligations with regard to, inter alia, income and profit entitlements (distribution or capitalization shares), redemption, fee and cost and/or other features. Shares shall be issued, in accordance with Article 8 hereof, on terms and conditions as will be decided by the General Partner in the relevant Compartment Specifications.

6.6 Shares of each Class may be issued in one or more sub-classes (each a Sub-Class). Sub-Classes of the same Class of shares may differ from other Sub-Classes of such Class only in respect of the assets allocable to the Sub-Class.

6.7 Shares of any Class and Sub-Class may be issued in one or more series (each a Series). Each Series may differ with respect to the performance fees payable (if any) or, as a consequence of the high water mark, if applicable. Each Series corresponds to a specific issue date.

Art. 7. Form of shares - transfer of shares.

7.1 The Company shall issue shares in registered form only.

7.2 All shares of the Company shall be registered in the share register which shall be kept by the Company or by one or more authorized agents, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of shares held by it and the amount paid up on each share or fraction thereof.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences its right of ownership on such shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding.

7.4 Subject to the provisions of Articles 7 and 11 hereof, any duly authorized transfer of shares will be entered into the register of shareholders; such inscription will be signed by the General Partner or any duly authorized agent. Shares may be subject to such further transfer restrictions as set forth in the relevant Compartment Specifications.

7.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change its address as entered in the share register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.6 The Company recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such shares(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.7 The Company may decide to issue fractional shares, up to three decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class or Sub-Class (if applicable) of shares on a pro rata basis.

7.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by check sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 Unless otherwise provided for in the relevant Compartment Specifications, the General Partner is authorized, without limitation, to issue at any time shares of no par value fully paid up, in any Class and Sub-Class (if applicable) and in any Compartment, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

8.2 Shares of the relevant Series of Class A Shares will be issued at an initial issue price on an initial subscription date and shall thereafter be issued at an issue price equal to the last available Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares. Class A Shares may, in the discretion of the General Partner and in accordance with the provisions of the Issuing Document, be converted by redeeming the Class A Shares and using the proceeds to issue to the relevant Shareholders Class R Shares from time to time.

8.3 Shares of the relevant Series of Class B Shares will be issued at an initial issue price on an initial subscription date and shall thereafter be issued at an issue price equal to the last available Net Asset Value per Share of the relevant Class of Shares. Class B Shares may, in the discretion of the General Partner and in accordance with the provisions of the Issuing Document, be converted by redeeming the Class B Shares and using the proceeds to issue to the relevant Shareholders Class S Shares from time to time.

8.4 Class X shares may be issued to the General Partner or its nominee(s) as further set forth in the relevant Compartment Specifications.

8.5 The General Partner may impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix minimum subscription levels on a Class by Class basis. The General Partner may also, in respect of a particular Compartment, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the relevant Compartment Specifications.

8.6 Shares will be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner in the relevant Compartment Specifications.

8.7 The General Partner may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from a Luxembourg auditor, which qualifies as a «réviseur d'entreprises agréé».

8.8 The General Partner may delegate to any duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of any shares to be issued and to issue them.

Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise decided by the General Partner in the relevant Compartment Specifications of the concerned Compartments, any Shareholder is entitled to require the conversion of the whole or part of its shares of one Class or Sub-Class within a Compartment into shares of another Class or Sub-Class within the same Compartment or of another Compartment, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine and as further set forth in the relevant Compartment Specifications.

9.2 The shares which have been converted into shares of another Compartment, Class or Sub-Class shall be cancelled.

Art. 10. Redemption of shares.

10.1 Shares may be redeemed at the request of Shareholders, if permitted for a given Compartment in the relevant Compartment Specifications. The General Partner may compulsorily redeem all or part of the shares issued in respect of any Compartment under the terms, conditions and procedures as set forth by the General Partner from time to time in the relevant Compartment Specifications.

10.2 The General Partner shall redeem Class R Shares and/or Class S Shares at their current Net Asset Value to the extent that available funds (the current Net Asset Value of investments allocable to the Class R Shares and/or Class S Shares to the extent of net proceeds, after deduction of any accrued Management Fees, Incentive Fees, allocated expenses and other obligations, the Available Funds) allocable to Class R Shares and/or Class S Shares are available on the thirtieth (30th) day following the last day of each calendar quarter and any other day so designated in the discretion of the General Partner for purposes of the redemption of Class R Shares and/or Class S Shares.

10.3 To the extent Available Funds for a Series of Class R Shares and/or Class S Shares are insufficient to redeem such Series in full, such redemption shall be effected pro rata among all holders of Class R Shares and/or Class S Shares of such Series based on the number of such Class R Shares and/or Class S Shares of the relevant Series held by the Shareholder.

10.4 Class R Shares and/or Class S Shares are not redeemable by a Shareholder. Unless otherwise determined by the General Partner, a redeeming Shareholder will continue to hold such Class R Shares and/or Class S Shares until all such Class R Shares and/or Class S Shares have been redeemed and cancelled in accordance with the provisions of these Articles of Association and the Issuing Document.

10.5 The General Partner will furthermore cause the transfer or the redemption of the shares of any Shareholder if such Shareholder ceases to qualify as a "well-Informed investor" within the meaning of the 2007 Law.

10.6 The Founder Shares may be redeemed at cost at the discretion of the General Partner upon the creation and funding of the first Compartment.

Art. 11. Restrictions on Ownership of shares - Transfer - Defaulting Shareholders.

11.1 The General Partner may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company or if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

11.2 Any proposed transfer of shares in the Company must first be notified to the General Partner, which will have discretionary rights to refuse to approve and register a proposed transfer in circumstances where, inter alia, shares are proposed to be transferred where, inter alia, the transfer could result in legal, pecuniary, competitive, regulatory, tax or material administrative disadvantage to the Company, any Compartment or its Shareholders.

11.3 If applicable and unless otherwise provided for in the relevant Compartment Specifications, if a Shareholder fails to pay any part of its subscription when due and payable, it shall be in default and potentially suffer the consequences as provided for the relevant Compartment Specifications. In any event, such Shareholder shall for as long as it fails to remedy such default, cease to have any voice and voting rights in any general meeting of Shareholders (and, if applicable, its appointees in any committee cease to have any voice and voting rights in the relevant committee), and all acts, consents and decisions with respect to the Company shall be made by the other Shareholders and/or, as the case may be, the General Partner, without requiring the participation of such Shareholder.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.

12.1 The net asset value per share of each Series, Class and Sub-Class (if applicable) within the relevant Compartment (the Net Asset Value) results from dividing the total net assets of the Company attributable to each Series, Class or Sub-Class (if applicable) within such Compartment, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Series, Class or Sub-Class (if applicable), on such Valuation Day (as further defined in the Compartment Specifications), by the number of shares in the relevant Series, Class or Sub-Class (if applicable) within the Compartment then outstanding. The net assets of each Compartment are equal to the difference between the asset value of the Compartment and its liabilities. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the relevant Compartment and may be expressed in such other currencies as the General Partner may decide on a Class by Class basis.

12.2 The total net assets of the Company are expressed in euro and correspond to the sum of the net assets of all Compartments of the Company.

12.3 The assets of the Company shall include:

- all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off and insofar the Company shall be reimbursed for the same.
- the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in; and
- all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.4 The value of such assets shall be determined as follows:

(i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof;

(ii) the value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange, is based on the last available price on the stock exchange, which is normally the principal market for such assets;

(iii) the value of assets dealt in on any other regulated market is based on their last available price;

(iv) in the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) or (iii) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith;

(v) the liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts; the liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available prices of these contracts on the relevant exchanges and/or regulated markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contracts shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(vi) credit default swaps will be valued at their present value of future cash flows by reference to standard market conventions, where the cash flows are adjusted for default probability or such other method determined in good faith by the General Partner if it considers that such valuation better reflects the fair value of the relevant credit default swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve; other swaps will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner and recognized by the independent auditor of the Company;

(vii) units or shares of open-ended underlying funds will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis and in good faith; the Net Asset Value calculated on a fair and equitable basis and in good faith may differ from the net asset value that would have been calculated on the relevant valuation day, on the basis of the last determined and available net asset value of such underlying funds; the net asset value is final and binding notwithstanding and different later determination, except in case of material error;

(viii) units or shares of closed-ended funds will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis and in good faith. The Net Asset Value calculated on a fair and equitable basis and in good faith may differ from the Net Asset Value that would have been calculated on the relevant Valuation Day, on the basis of the last determined and available net asset value of such underlying funds. The Net Asset Value is final and binding notwithstanding a different later determination, except in case of material error. Units or shares of closed-ended underlying funds shall be valued at their last stock market value.;

(ix) all other securities and other assets will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner.

The value of money market instruments not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market and with remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon; money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less and not traded on any market will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

12.5 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Compartment concerned respectively in euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.6 The General Partner has adopted a policy of valuing the Company's investments at fair value.

12.7 The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

12.8 All valuation regulations and determinations shall be construed and made in accordance with IFRS.

12.9 If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

12.10 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by the duly authorized agent appointed for that purpose will be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

12.11 The liabilities of the Company shall include:

- all loans, bills and accounts payable;
- all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and other services providers' fees);
- all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with IFRS.

In determining the amount of such liabilities the General Partner shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment managers or investment advisors (if any), including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, corporate, registrar and transfer agents, any paying agent, any placement agent and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the General Partner [and its reasonable out-of-pocket expenses and insurance coverage], fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing and placing the Issuing Document, further explanatory documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated fair value of the Company, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance and telephone. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount on a pro rata basis for yearly or other periods.

12.12 The assets and liabilities of different Compartments or different Series, Classes or Sub-Classes (if applicable) shall be allocated as follows:

- the proceeds to be received from the issue of shares of a Compartment shall be applied in the books of the Company to the relevant Compartment and within such Compartment may be applied to a specific Series, Class or Sub-Class, as set forth in the relevant Compartment Specifications;
- where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Company to the same Compartment as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Compartment;
- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;
- upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on shares of any Compartment, the assets of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends; and
- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability will be allocated to all the Compartments pro rata to the Net Asset Value of the relevant Compartment or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

12.13 For the purposes of the Net Asset Value computation:

- shares of the Company to be redeemed under Article 10 hereof will be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

- shares to be issued by the Company will be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the Company the price therefore will be deemed to be a debt due to the Company;

- all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the Net Asset Value for the relevant Compartment is calculated will be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the relevant Valuation Day.

Where on any valuation time the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered will not be included in the assets of the Company;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value will be estimated by the General Partner.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 The Net Asset Value will be calculated on a Compartment by Compartment basis by the General Partner or any authorized agent, at the frequency as determined in the relevant Compartment Specifications but at least once per year on December 31.

13.2 The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares will be issued; the General Partner may, in particular, decide that shares will only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in Article 8 and/or elsewhere in these Articles of Association and/or in the relevant Compartment Specifications.

13.3 The Company may automatically suspend the determination of the Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of Shares of any Compartment, if:

(a) as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets is not reasonable or normally practicable without being seriously detrimental to Shareholders' interests;

(b) it is not reasonably practicable to determine the Net Asset Value on an accurate and timely basis;

(c) as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions are rendered impracticable or if purchases and sales of the assets of a Compartment cannot be effected at normal rates of exchange;

(d) if it receives redemption requests in excess of such percentage of the Net Asset Value of the relevant Compartment, Series, Class or Sub-Class as determined in the relevant Compartment Specifications; or

(e) a decision is made to liquidate and dissolve the Fund or a Compartment.

No shares shall be issued or redeemed during such a suspension. The General Partner may at its discretion and notice to the Shareholders concerned allow redemptions on a first in first out (FIFO) principle. Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title III - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by the General Partner and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Shareholders (associés commanditaires) shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall be liable to the extent of their commitments and/or contributions, as applicable, to the Company.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the law or by these Articles of Association to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Company.

14.3 The General Partner may not be removed from its capacity as manager of the Company, except as otherwise expressly provided for by the law and by these Articles of Association, in any other event except for fraud, gross negligence or willful misconduct. In such case, the General Partner will be replaced by a resolution of the general meeting of Shareholders taken by a majority of 75 per cent of the votes cast where at least 50 per cent of the shares are represented.

14.4 Upon the removal of the General Partner, a new manager of the Company will be appointed by the Shareholders in a general meeting with the majority requirements set out in Article 14.3 above, which will substitute the General

Partner as manager of the Company by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which will assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Company.

14.5 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company will not immediately be dissolved and liquidated, provided an administrator, who need not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of its appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles of Association, a successor managing general partner. Failing such appointment, the Company will be dissolved and liquidated. Any such appointment of a successor managing general partner will not be subject to the approval of the General Partner.

14.6 The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company as required for the operation, administration and management of the Company or its investments, provided however that the Shareholders may not act on behalf of the Company without risking their limited liability status. The appointed officers or agents will be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorized signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 16. Delegation of Powers.

16.1 The General Partner may appoint any agents that it deems necessary for the operation, administration and management of the Company or any Compartment. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. Unless otherwise stipulated by these Articles of Association, the agents will have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

16.2 The General Partner may create from time to time one or several committees and designate its members to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification has the power to determine the investment policies and strategies for each Compartment in the relevant Compartment Specifications..

17.2 The Company may employ for each Compartment techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 18. Conflict of Interests.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company, firm, fund or entity will be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the General Partner is interested in, or is a manager or director, associate, officer or employee of such other company, firm, fund or entity. Any manager or officer of the General Partner who serves as a manager or director, officer or employee of any company, firm, fund or entity with which the Company will contract or otherwise engage in business will not, by reason of such affiliation with such other company, firm, fund or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.2 The term «conflict of interests» will not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, the investment manager, investment advisor, the custodian, the placement agent as well as any other person, company or entity as may from time to time be appointed by the General Partner on its discretion.

Art. 19. Indemnification.

19.1 The Company may indemnify any General Partner or committee member and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the board of managers of the General Partner or officer or committee member of the Company or, at its request, of any other company, fund or entity of which the Company is a shareholder, investor or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or willful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

19.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any General Partner or any committee member in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

19.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 20. Auditor.

20.1 The accounting data related in the annual report of the Company will be examined by an independent auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the General Partner and remunerated by the Company.

20.2 The independent auditor will fulfill the duties as prescribed by the 2007 Law.

Title IV - General meetings

Art. 21. Powers and voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company will represent the entire body of Shareholders of the Company. Except as otherwise provided for by the law, it may only resolve on any item generally whatsoever only with the consent of the General Partner.

21.2 Except as otherwise provided in these Articles of Association, the notices and quorum rules required by the law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings.

21.3 Each share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any general meeting by appointing another person, whether a Shareholder or not, as his proxy in writing whether in original or by mail, facsimile, e-mail or any communication means being sufficient proof thereof.

21.4 Except as otherwise required by the law or by these Articles of Association, resolutions at a general meeting will be passed by a simple majority of those present or represented, it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner. However, resolutions relating to inter alia the amendment of these Articles of Association are to be passed by a majority of 75 per cent. of the votes cast where at least 50 per cent. of the shares are represented.

21.5 In the event that the general meeting is convened to resolve upon the change of the General Partner or the execution of any agreement between the Company and the General Partner, the General Partner will have no right to vote and will only be entitled to inform the Shareholders' meeting of its opinion on the relevant resolution.

Art. 22. Annual General Meeting.

22.1 The annual general meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of the Month of May of each year at 11.00 a.m. (Luxembourg time). If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

22.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances beyond the scope of the Company's or of its Shareholders' control will so require.

Art. 23. Other General Meetings. The General Partner may convene other general meetings of Shareholders and Shareholders representing one tenth of the share capital may also request the General Partner to call a general meeting of Shareholders. Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

Art. 24. Procedure.

24.1 The general meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

24.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

24.3 The General Partner may determine all other conditions, which must be fulfilled by Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

24.4 All meetings shall be chaired by the General Partner or by any person designated by the General Partner.

24.5 The chairman of such meeting of Shareholders will designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the meeting of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

Art. 25. Vote.

25.1 The business transacted at any meeting of the Shareholders will be limited to the matters contained in the agenda (which will include all matters required by law) and business incidental to such matters.

25.2 Each share in whatever Compartment is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Only full shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder.

25.3 Any resolution of the general meeting of Shareholders affecting the rights of the holders of shares of any Compartment vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other Compartment(s), shall be subject in respect of each Compartment to such quorums and majority requirements described in Article 33 hereof.

Art. 26. General Meetings of Compartment(s), Class(es) or Sub-Class(es).

26.1 The Shareholders of any Compartment or any Class or Sub-Class may hold, at any time, general meetings of Shareholders of the relevant Compartment or the relevant Class or Sub-Class to decide on any matter, which relate exclusively to such Compartment or such Class or Sub-Class.

26.2 The provisions of the Articles 24, paragraphs 1, 2 and 3 as well as Article 25, paragraphs 1 and 2 will apply to such general meetings of Shareholders. Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Compartment, a Class or Sub-Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 27. Term, Liquidation and Merger of Compartments, Classes or Sub-Classes.

27.1 The Compartments and the Classes and Sub-Classes within a Compartment may be created for an undetermined period or for a fixed period as provided for in the relevant Compartment Specifications. In case a Compartment, a Class or a Sub-Class is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the Compartment Specifications.

27.2 The General Partner may decide to liquidate a Compartment, a Class or a Sub-Class if the net assets of such Compartment, Class or Sub-Class have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Compartment, Class or Sub-Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Compartment, Class or Sub-Class concerned would justify such liquidation. Any Shareholder will be notified by the Company of any decision to liquidate the relevant Compartment, Class or Sub-Class prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

27.3 Unless the General Partner otherwise decides in the interest of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Compartment, Class or Sub-Class concerned may continue to request the redemption of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment, Class or Sub-Class concerned will be deposited with the custodian of the Company for a period of six months after the end of the liquidation. After such time, the assets will be deposited with the «Caisse de Consignation» on behalf of their beneficiaries.

27.4 In the same circumstances as provided above, the General Partner may decide to terminate one Compartment, Class or Sub-Class and contribute its assets into another Compartment, Class or Sub-Class or into another collective investment scheme. The General Partner may resolve to amalgamate two or more Compartments, Classes or Sub-Classes if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Compartments, Classes or Sub-Classes. Affected Shareholders will be notified any such decision and relevant information in relation to the new Compartment, Class or Sub-Class. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed before the amalgamation is completed.

27.5 Where assets are to be contributed to another collective investment undertaking, the amalgamation will be binding only on Shareholders in the relevant Compartment, Class or Sub-Class who have expressly consented to the amalgamation. Where the General Partner does not have the authority to do so or where the General Partner determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Compartment, Class or Sub-Class may, in stead, be taken at a meeting of Shareholders of the relevant Compartment, Class or Sub-Class. At the relevant meeting of Shareholders in the Compartment, Class or Sub-Class, no quorum will be required and any decision to liquidate or merge must be approved by Shareholders holding at least a simple majority of the shares present or represented. Shareholders will be notified by the Company of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Compartment, Class or Sub-Class in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares before the liquidation or amalgamation of the Compartment, Class or Sub-Class takes place.

27.6 27.6 In addition to the above, should the capital of the Company fall below two thirds of the minimum required capital, an extraordinary general meeting of Shareholders must be convened to consider the dissolution of the Company. Any decision to liquidate the Company must be taken by a majority of the Shares present or represented at the meeting.

27.7 27.7 Where the capital falls below one quarter of the minimum capital, the General Partner must convene an extraordinary general meeting of Shareholders to decide upon the liquidation of the Company. At that meeting, the decision to liquidate the Company may be taken by Shareholders holding together one quarter of the Shares present or represented.

Art. 28. Consolidation/Splitting. The General Partner may consolidate or split the shares of a Compartment. A consolidation or split may also be resolved by a general meeting of Shareholders of the Compartment concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the shares present or represented.

Title V - Accounting year - Distributions

Art. 29. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence each year on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 30. Distributions.

30.1 Distributions shall be paid in accordance with the order of payments set forth in the relevant Compartment Specifications. Upon a proposal to be made by the General Partner, the general meeting of Shareholders of each Compartment, within the limits provided by law, will determine how the profits, if any, of the relevant Compartment will be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of any given Compartment does not fall below EUR 1,250,000.

30.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the relevant Compartment Specifications.

30.3 Distributions will be paid in euro or in the base currency of a Compartment and at such time and place that the General Partner will determine from time to time.

30.4 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

30.5 A dividend declared but not paid on a share cannot be claimed by the holder of such share after a period of five years from the notice given thereof, unless the General Partner has waived or extended such period in respect of all shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant Compartment of the Company. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such action on behalf of the Company to perfect such reversion.

30.6 Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this Article with respect to distribution shares and no dividends will be declared and paid with respect to capitalization shares, if any.

Art. 31. Custodian.

31.1 The Company will enter into a custodian agreement with a credit institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector (hereafter the Custodian).

31.2 The Custodian will fulfill the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

31.3 If the Custodian wishes to retire, the General Partner will use its best endeavors to find a successor custodian bank within two months of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian with 90 days written notice but will not remove the Custodian unless and until a successor custodian has been appointed in to act in its place.

Art. 32. Dissolution.

32.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 33 hereof.

32.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting of Shareholders, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

32.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders will be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one fourth of the Shares represented at the meeting.

32.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the discovery that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

32.5 In the event of a dissolution of the Company, liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law.

32.6 The net proceeds of liquidation corresponding to each Compartment will be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant Compartments in proportion to their holding in such Compartment(s).

32.7 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the «Caisse de Consignation» on behalf of the persons entitled thereto.

Art. 33. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum requirements provided by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 34. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing person or Shareholder also include corporations, companies, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 35. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand eight hundred Euro (EUR 1.800.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/66. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Référence de publication: 2015028239/646.

(150032854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Lynch Batailley S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 38.528.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme en liquidation LYNCH BATAILLEY S.A. SPF., établie et ayant son siège social au 1, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 38.528, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 octobre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 162 de l'an 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 décembre 2010, publié au Mémorial numéro 428 du 5 mars 2011.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 décembre 2014, non encore publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean Wagener, avocat avoué, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Présentation du rapport du commissaire de contrôle.
2. Décharge aux administrateurs, au commissaire aux comptes, au liquidateur et au commissaire de contrôle pour l'exécution de leurs mandats respectifs.
3. Clôture de la liquidation.
4. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire de contrôle, approuve ce rapport et les comptes de liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs, au commissaire aux comptes, au liquidateur et au commissaire de contrôle pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, de même qu'y resteront consignés les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés et dont la remise n'aurait pu leur être faite.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. WAGENER, R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63775. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015028575/63.

(150032370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Dakar Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 187.018.

In the year two thousand and fifteen,
on the twenty-seventh day of the month of January.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "DAKAR FINANCIAL GROUP S.A.", (the "Company") a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, which registered office is at 7, Val Sainte, Croix, L-1371 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number 187 018, incorporated following a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 12 May 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés (the "Mémorial") on 21 July 2014, under number 1895 and page 90927.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 30 July 2014, published in the Mémorial, on 07 October 2014, under number 2772 and page 133026.

The Meeting is opened in the chair by Mrs Angelina SCARCELLI, employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs Carine AGOSTINI, employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mr Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

1) The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to increase the corporate subscribed capital of the Company by an amount of TEN MILLION EURO (10'000'000.- EUR) in order to raise it from its current amount of TWENTY MILLION EURO (20'000'000.- EUR) to an amount of THIRTY MILLION EURO (30'000'000.-EUR).

2. Decision to issue ten million (10'000'000) new shares (the “New Shares”) with a par value of ONE EURO (1.- EUR) per share and each, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the extraordinary general meeting of shareholders resolving on the proposed capital increase.

3. Decision to accept the subscription and full payment in cash of all the New Shares issued, by twelve (12) of thirteen (13) current shareholders of the Company, the current shareholder, namely: “Noganoir Capital Pte, Ltd”, having to the extent necessary waived its preferential subscription right to subscribe to the New Shares to be issued by the Company.

4. Decision to amend Article 5, first paragraph of the Company’s Articles of Incorporation accordingly.

II) The shareholders present, the proxies of the represented shareholders, and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance-list that all twenty million (20'000'000) ordinary shares representing the total capital of TWENTY MILLION EURO (20'000'000.- EUR) are present at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this Meeting.

After deliberation, the general meeting of shareholders adopts, each time unanimously, the following resolutions:

First resolution

The Meeting RESOLVES to increase the corporate subscribed capital by an amount of TEN MILLION EURO (10'000'000.- EUR) in order to raise it from its current amount of TWENTY MILLION EURO (20'000'000.- EUR) to an amount of THIRTY MILLION EURO (30'000'000.-EUR).

Second resolution

The Meeting RESOLVES to issue ten million (10'000'000) new shares (the “New Shares”) with a par value of ONE EURO (1.- EUR) per share and each New Share having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of the extraordinary general meeting of shareholders resolving on the proposed capital increase.

Third resolution

The Meeting, after having stated and recognized that one of the current shareholders of the Company, namely “Noganoir Capital Pte, Ltd”, has, to the extent necessary, waived its preferential subscription right to the subscriptions of the New Shares, RESOLVES to accept the subscriptions and full payments in cash of the ten million (10'000'000) New Shares, by the other current twelve (12) shareholders (collectively named hereafter: the “Subscribers”) as detailed moreover in the subscription and payment tables mentioned here after:

Subscriptions - Payments

Subscribers	Number of shares	Payments (EUR)
“Cinainvest Holding S.A.”	3'056'250	3'056'250.-
“IPC Investments Corp.”	2'368'750	2'368'750.-
“TIC LTD”	1'000'000	1'000'000.-
“Bankside Limited”	750'000	750'000.-
“Radio Blanca S.A.”	750'000	750'000.-
“Alvanella S.L.”	500'000	500'000.-
“Alfonso Cortina”	500'000	500'000.-
“Comércio Y Finanzas S.L.»	500'000	500'000.-
“D&C Capital Group Ltd.”	375'000	375'000.-
“2 Hold Investments, Unipessoal, LDA”	125'000	125'000.-
“Gdavid Consultores, SL”	37'500	37'500.-
“Emerging Markets Infrastructures Ltd.”	37'500	37'500.-
TOTAL:	10'000'000	10'000'000.-

The Subscribers are all here represented by:

Mr Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, prenamed,
pursuant to twelve (12) proxies given to her under private seal,

which proxies, after been signed “ne varietur” by the proxyholder of all these Subscribers and by the members of the Board of the Meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The aggregate amount paid in cash of TEN MILLION EURO (10'000'000.- EUR) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Thereupon, the Meeting RESOLVED to accept said subscriptions and payments in cash and to allot the ten million (10'000'000) New Shares to the Subscribers as detailed more over here above and to allocate the aggregate amount of TEN MILLION EURO (10'000'000.- EUR) to the share capital of the Company.

Fourth resolution

As a consequence of said increase of capital, the Meeting RESOLVES to amend Article FIVE (5), first paragraph of the Company's Articles of Association which first paragraph shall therefore have the following new wording:

Art. 5. (first paragraph). "The corporate share capital is set at THIRTY MILLION EURO (30'000'000.- EUR) divided into thirty million (30'000'000) ordinary shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) per share and each fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this present deed are estimated at approximately four thousand five hundred euro.

Nothing else being on the agenda, the Meeting was closed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze,

le vingt-sept janvier.

Par-devant Nous Maître Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de la société «DAKAR FINANCIAL GROUP S.A.» (la «Société»), une société anonyme ar le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187 018, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné, en date du 12 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 21 juillet 2014, sous le numéro 1895 et page 90927.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 30 juillet 2014, publié au Mémorial, le 07 octobre 2014, sous le numéro 2772 et page 133026.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Angelina SCARCELLI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame Carine AGOSTINI, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg Le Bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

1. Décision d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de DIX MILLIONS D'EUROS (10'000'000.-EUR) afin de porter le capital social souscrit de son montant actuel de VINGT MILLIONS D'EUROS (20'000'000.- EUR) à un montant de TRENTE MILLIONS D'EUROS (30'000'000.- EUR).

2. Décision d'émettre dix millions (10'000'000) d'actions nouvelles (les «Actions Nouvelles») d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) par action, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la société à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décidant de l'augmentation de capital proposée.

3. Décision d'accepter la souscription et la libération intégrale en numéraire des Actions Nouvelles émises par douze (12) des treize (13) actionnaires existants de la Société, l'actionnaire existant, savoir: «Noganoir Capital Pte, Ltd», ayant, dans la mesure nécessaire, renoncer à son droit préférentiel de souscription, lors de la souscription des Actions Nouvelles à émettre par la Société.

4. Décision de modifier en conséquence l'article 5, premier alinéa des statuts de la Société.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires et par les membres du bureau de l'Assemblée, sera annexée au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les vingt millions (20'000'000) actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social de VINGT MILLIONS D'EUROS (20'000'000.- EUR) sont présentes à cette Assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, dont les actionnaires ont été dûment informés avant cette Assemblée.

Après délibération, l'Assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de DIX MILLIONS D'EUROS (10'000'000.- EUR) afin de porter le capital social souscrit de son montant actuel de VINGT MILLIONS D'EUROS (20'000'000.- EUR) à un montant de TRENTE MILLIONS D'EUROS (30'000'000.- EUR).

Deuxième résolution

L'Assemblée DECIDE d'émettre dix millions (10'000'000) actions nouvelles (les «Actions Nouvelles») d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) par action, chaque nouvelle action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la société à partir du jour de la décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décidant de l'augmentation de capital proposée.

Troisième résolution

L'Assemblée, après avoir constaté et reconnu, qu'un des actionnaires existants de la Société, savoir: «Noganoir Capital Pte, Ltd», ayant, dans la mesure nécessaire, renoncé à son droit préférentiel de souscription lors de la souscription des Actions Nouvelles, DECIDE d'accepter la souscription et la libération intégrale par des versements en numéraire des dix millions (10'000'000) Actions Nouvelles, par les douze (12) autres actionnaires existants de la Société (collectivement désignés ci-après; les «Souscripteurs») plus amplement détaillés dans le tableau de souscription et libération mentionné ci-après:

Souscriptions - Libération

Souscripteurs	Nombre d'actions	Libérations (EUR)
“Cinainvest Holding S.A.”	3'056'250	3'056'250.-
“IPC Investments Corp.”	2'368'750	2'368'750.-
“TIC LTD”	1'000'000	1'000'000.-
“Bankside Limited”	750'000	750'000.-
“Radio Blanca S.A.”	750'000	750'000.-
“Alvanella S.L.”	500'000	500'000.-
“Alfonso Cortina”	500'000	500'000.-
“Comércio Y Finanzas S.L.»	500'000	500'000.-
“D&C Capital Group Ltd.”	375'000	375'000.-
“2 Hold Investments, Unipessoal, LDA”	125'000	125'000.-
“Gdavid Consultores, SL”	37'500	37'500.-
“Emerging Markets Infrastructures Ltd.”	37'500	37'500.-
TOTAL:	10'000'000	10'000'000.-

Les Souscripteurs sont tous ici représentés par:

Monsieur Federigo CANNIZZARO di BELMONTINO, prénommé,
en vertu de douze (12) procurations sous seing privé lui délivrées,

lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par la mandataire de tous ces Souscripteurs et par le membre du bureau de l'Assemblée et par et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte à des fins d'enregistrement.

Le montant intégral payé en numéraire de DIX MILLIONS D'EUROS (10'000'000.- EUR) est à partir de maintenant à la disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire soussigné.

Ensuite, l'Assemblée a DECIDE d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements en numéraire et d'attribuer les dix millions (10'000'000) Actions Nouvelles aux Souscripteurs tels que plus amplement détaillés ci-avant et d'allouer le montant intégral de DIX MILLIONS D'EUROS (10'000'000.- EUR) au capital social souscrit de la Société.

Quatrième résolution

A la suite de la prédite augmentation de capital, l'Assemblée DECIDE de modifier en conséquence l'article CINQ (5), premier alinéa des statuts de la Société lequel premier alinéa aura désormais la nouvelle teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social est fixé à TRENTE MILLIONS D'EUROS (30'000'000.- EUR) et se trouve divisé en trente millions (30'000'000) d'actions ordinaires d'une valeur nominale d'UN EURO (1.- EUR) chacune, chaque action se trouvant intégralement libérée.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont évalués à environ quatre mille cinq cents euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. SCARCELLI, C. AGOSTINI, F. CANNIZZARO di BELMONTINO, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 février 2015. Relation: EAC/2015/2637. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015028322/205.

(150032731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

LTS City Isledon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 194.605.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of the month of February.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

LTS Student HoldCo S.A., a société anonyme under Luxembourg law with its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B194124,

Here represented by Mr Maxime Nino, director, residing in Luxembourg, acting as director of the Company who declares to have the power to bind the Company by his single signature.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability Company ("société à responsabilité limitée") "LTS City Isledon S.à r.l." which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "LTS City Isledon S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio as well as the investment in real estate and properties. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may participate in any partnership, including as unlimited partner and/or general partner or manager of such partnership.

The Company may provide treasury or other services to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit and may employ any techniques and use any instruments relating to its investments or participations including techniques or instruments designed to provide credit, currency exchange, interest rate or any other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at ten thousand British Pounds (GBP 10,000) divided into one million (1,000,000) shares with a par value of one British Pounds penny (GBP 0.01) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Shares. Shares of the Company are in registered form only.

A share register will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said share register.

The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name a single proxy to represent the share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between a usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Company may consider the person in whose name the shares are registered in the share register as the full owner of such shares. The Company shall be completely free from any responsibility in dealing with such shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered shares to be non-existent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of shares. In the event that a holder of shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the share register and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of written notification to the Company.

All communications and notices to be given to a registered shareholder shall be deemed validly made to the latest address communicated by the shareholder to the Company.

Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening

notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 8. Management Powers, Binding signature. The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided herein.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any one managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 9. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of him being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the fifteenth (15th) of June at 11:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on first day of the month of January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription, Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, said appearing party has subscribed and entirely paid-up the one million (1,000,000) shares.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of ten thousand British Pounds (GBP 10,000) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,700.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Name	Professional Address	Title	Date of birth	City and country of birth
Vitalij Farafonov	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Director	4 th March 1980	Vilnius (Lithuania)
Nicole Goetz	1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg	Director	4 th June 1967	Brackenheim, Germany
Maxime Nino	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Director	13 th December 1983	Arlon, Belgium

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2015.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in the English language, said person signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de février.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

LTS Student HoldCo S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194124,

ici représentée par Monsieur Maxime Nino, directeur, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité d'administrateur de la société, déclarant avoir les pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée «LTS City Isledon S.à r.l.», laquelle est constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «LTS City Isledon S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires et d'autres titres de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille ainsi que les investissements dans la propriété et notamment les biens immobiliers. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale, elle peut prêter assistance (par voie de prêts, d'avances, de garanties ou de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris en amont ou latéralement), prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut participer dans tout partenariat (y compris société en commandite, en nom collectif ou autrement), y compris en tant qu'associé à responsabilité illimitée et/ou associé commandité ou gérant.

La Société peut fournir des services de trésorerie ou autres à des sociétés ou d'autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entité que la Société juge appropriée et elle peut employer toutes les techniques et tous les instruments relatifs à ses investissements ou participations, y compris les techniques ou instruments conçus pour protéger la Société des risques de crédit, de taux de change, de taux d'intérêts ou de tout autre risque.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la

communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à dix mille Livres Sterling (10.000 GBP) divisé en un million (1.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime de Livre Sterling (0,01 GBP) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Parts sociales. Les parts sociales de la Société sont uniquement nominatives.

Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout associé. La propriété des parts sociales nominatives sera établie par inscription dans ledit registre.

Les parts sociales sont indivisibles vis-à-vis de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de la part sociale devront nommer un seul mandataire pour représenter cette part sociale envers la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part sociale jusqu'à ce qu'une personne ait été ainsi nommée. La même règle s'applique en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un débiteur gagiste et un créancier gagiste.

La Société peut considérer la personne au nom de laquelle les parts sociales sont inscrites dans le registre de parts sociales comme étant l'unique propriétaire de ces parts sociales. La Société est exempte de toute responsabilité envers les tiers pour toute opération sur ces parts sociales et sera justifiée à considérer tout droit, intérêt ou titre de ces tiers dans ou sur ces parts sociales nominatives comme non-existant, sous réserve toutefois de tout droit que pourrait avoir ce tiers de demander l'inscription ou le changement d'inscription des parts sociales. Dans le cas où un porteur de parts sociales ne fournit pas d'adresse à laquelle toutes les notifications et annonces de la part de la Société peuvent être envoyées, la Société peut permettre un avis à cet effet à inscrire dans le registre de parts sociales et l'adresse de ce porteur sera réputée être au siège social de la Société ou toute autre adresse pouvant ainsi être inscrite par la Société de temps à autre, jusqu'à ce que ce porteur indique une adresse différente à la Société. Le porteur peut, à tout moment, modifier son adresse telle qu'elle est inscrite dans le registre des parts sociales moyennant un avis écrit à la Société.

Toutes les communications et notifications à donner à un associé inscrit seront réputées valablement faites à la dernière adresse communiquée par l'associé à la Société.

Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (ad nutum) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des Gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées, certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, en cas de conseil de gérance, par la signature d'un gérant. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (en cas de gérant unique), le conseil de gérance, ou par deux gérants (y compris par voie de représentation).

Art. 9. Responsabilité des gérants. Le(s) gérant(s) ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» comprendront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué: (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction; (ii) Dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) En cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du délégué ou gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des

associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de 25 associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le quinze (15) juin à 11h00 de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 14. Distributions. Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription, Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, ladite partie comparante a souscrit et intégralement libéré les un million (1.000.000) de parts sociales.

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement libérées en numéraire de sorte que le montant de dix mille Livres Sterling (10.000 GBP) est à la disposition de la Société. La preuve de la libération du prix de souscription a été donnée au notaire soussigné.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.700,-.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Nom	Adresse professionnelle	Titre	Date de naissance	Ville et pays de naissance
Vitalij Farafonov	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Administrateur	4 mars 1980	Vilnius (Lituanie)
Nicole Goetz	1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg	Administrateur	4 juin 1967	Brackenheim (Allemagne)
Maxime Nino	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Administrateur	13 décembre 1983	Arlon (Belgique)

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable commencera à la date de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Dont acte, fait et passé en date qu'en tête des présentes.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Après lecture du document à la partie comparante, qui a requis que l'acte soit rédigé en langue anglaise, ladite personne a signé le présent acte original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Signé: M. NINO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 février 2015. Relation: 1LAC/2015/4564. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015028567/444.

(150032929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2015.

Walcon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 143.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015028110/9.

(150031107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2015.

Développement Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 114.243.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 5 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B - 81.933 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément au disposition de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour la Société

Référence de publication: 2015026557/12.

(150030933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

SR Fashion Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 142.683.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 12 février 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société SR FASHION TRADE S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015027009/17.

(150030873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.
